

cours du débat sur les crédits, et à cette occasion-là j'aurai d'autres choses à dire. Je veux tout simplement féliciter le ministre du Commerce et le comité du blé, ainsi que leur assurer que les cultivateurs de l'Ouest du Canada apprécient ce qu'ils ont fait et ce qu'ils essaient de faire en ce moment.

M. Crestohl: L'honorable député me permettra-t-il de lui demander si lui et son parti sont favorables au libre-échange? Est-ce là ce qu'il vient d'annoncer?

M. Nasserden: C'est avec plaisir que je répondrai à cette question, monsieur le président. Si l'honorable député veut bien relire très soigneusement ce que j'ai dit, il se rendra compte que j'ai employé les termes suivants: "Le plus libre échange possible de biens avec les nations qui peuvent et qui veulent commercer avec nous." Je crois qu'aucun parti ne peut faire davantage.

M. Cardin: Monsieur le président, je n'ai eu aucun mal cet après-midi à partager l'avis du ministre du Commerce, lorsqu'il nous a dit l'importance vitale du commerce international pour l'économie canadienne. C'est parce que je suis persuadé de cette vérité, et parce que j'ai l'impression aussi que les crédits du ministère du Commerce sont également importants, que j'ai le sentiment qu'il est d'autant plus dommage que le leader de la Chambre et que le gouvernement n'aient pas cru nécessaire de donner à la Chambre un avis suffisant de ce qu'on allait aujourd'hui nous soumettre ces crédits. L'habitude de ne pas donner d'avis suffisant devient de plus en plus fréquente. Je ne la trouve pas juste. En fait, on pourrait même y voir une espèce de clôture sournoise. (*Exclamations*)

Le commerce international, cela va de soi, a joué, et joue encore, un rôle extrêmement important dans notre économie. Et, parce que le Canada aura, évidemment, toujours une plus grande capacité de production que d'absorption, nous devons nous attendre que l'exportation des produits canadiens continuera à jouer un rôle toujours plus important dans notre économie future. La protection et l'augmentation de nos échanges internationaux ne seront pas plus faciles pour le gouvernement actuel que pour le gouvernement précédent.

Le commerce international est maintenant encombré par tous les pays du monde, qui, plus que jamais dans leur histoire, se rendent compte de l'importance et de la nécessité des échanges entre nations. Étant donné les écarts qu'on peut constater dans leur niveau d'existence ainsi que le coût peu élevé de production et de transport chez la plupart, dirais-je, de nos concurrents, il deviendra de plus en plus difficile de trouver

des marchés disposés à payer les prix canadiens pour les produits du Canada.

Il y a encore, évidemment, un autre élément qui rendra à l'avenir notre commerce extérieur plus difficile encore; c'est l'évolution des échanges, au cours de laquelle nous avons constaté la création de blocs économiques comme l'Union douanière européenne et la zone européenne de libre-échange envisagée à l'heure actuelle. On peut, je crois, s'attendre à voir s'établir, à l'avenir, dans différentes régions du monde, encore d'autres blocs économiques de ce genre et je ne doute pas qu'un jour le Canada devra faire partie de l'un d'eux.

Une quatrième raison aux difficultés de plus en plus grandes auxquelles pourra se heurter le commerce international du Canada, c'est que l'URSS et ses satellites sont maintenant engagés dans une guerre économique contre le monde occidental. Je ne doute pas le moins du monde que, dans le domaine militaire, le monde occidental soit vraiment capable de se défendre, mais je me demande s'il peut se défendre dans le domaine économique. J'espère bien que nous avons tout ce qu'il faut pour nous défendre nous-mêmes dans la guerre économique que la Russie poursuit maintenant et qui peut faire que le Canada éprouve encore plus de difficulté à obtenir une part de plus en plus grande du commerce international.

Il n'y a pas de doute sur l'importance du commerce international pour le Canada. Je ne crois pas non plus qu'il y ait divergence d'opinions sur les difficultés que nous éprouverons dans la poursuite de ce facteur économique de plus en plus important. Nous avons tous écouté avec un vif intérêt la déclaration du ministre cet après-midi. Nous l'avons tous écoutée très attentivement, mais je crains bien que nous n'ayons pu y découvrir quoi que ce soit qui puisse nous donner une idée de la politique commerciale du gouvernement. En écoutant le ministre, on était porté à croire que les conservateurs ont encore l'illusion qu'ils peuvent par leurs discours prendre pied sur les marchés du Commonwealth, de l'Europe et du monde. Les conservateurs ont en effet prononcé bien des discours et ont réussi à jeter la confusion dans l'esprit de tous les intéressés. Mais leurs actes ont contredit leurs discours.

Par exemple, en l'espace d'une brève année, nous avons vu le gouvernement se lancer dans un programme de détournement de 15 p. 100. En vertu de ce programme, 15 p. 100 du commerce canadien allait être détourné des États-Unis pour aller au Royaume-Uni. Bien sûr, cela n'a pas plu aux Américains. Plus tard, cette année-là, le gouvernement a décidé d'envoyer une mission commerciale en Europe. Le gouvernement du Canada a alors assuré